

Comité de mieux comprendre notre politique de développement. Pour la première fois, nous avons réuni en un seul document les grandes lignes directrices de notre programme de développement et je suis ouvert à tous les commentaires que vous voudrez bien faire à ce sujet. J'aimerais savoir si, à votre avis, les principes qui y sont énoncés sont réalistes ou bien si certains devraient être reformulés.

J'aimerais maintenant aborder certaines grandes questions touchant les relations économiques du Canada avec les pays en voie de développement. En tant que membres du sous-comité, vous êtes tous vivement intéressés au rapport du groupe d'experts du Commonwealth sur le nouvel ordre économique international ainsi qu'à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue il y a deux mois. Certains d'entre vous ont assisté à cette session et je ne voudrais pas passer sous silence la contribution importante que vous avez apportée au travail de la délégation canadienne.

Permettez-moi maintenant de vous résumer brièvement mes réactions face aux événements auxquels nous avons participé au cours des derniers mois. Tout d'abord, nous avons réalisé des progrès importants. Le rapport du groupe d'experts du Commonwealth, en plus de favoriser le dialogue et la compréhension à l'échelle internationale, nous éclaire sur les mesures à prendre pour diminuer les inégalités de niveaux de vie entre les riches et les pauvres dans le monde.

Le rapport a reçu l'approbation générale des ministres des Finances du Commonwealth, lors de leur réunion en août dernier. Le groupe d'experts du Commonwealth se réunira de nouveau l'année prochaine afin de poursuivre ses travaux et il étudiera notamment les problèmes auxquels font face les pays en voie de développement obligés d'importer la plupart de leurs matières premières. Il serait utile de souligner ici que le rapport du groupe d'experts est le premier document à réaliser l'accord entre des représentants des pays industrialisés et des représentants des pays en voie de développement. C'est la première fois qu'un consensus se dégage; l'approbation qu'il a recueillie auprès des ministres des Finances constitue également un nouveau départ.

Le document a été déposé et fait partie de l'ensemble des documents de la septième session spéciale des Nations Unies. Même s'il n'a pas eu la même attention lors du débat que le document principal que les pays non alignés avaient préparé, il n'en demeure pas moins qu'à mon avis il constitue un événement majeur. C'est le document des pays non alignés qui fut au centre du débat à quoi est venue s'ajouter également la déclaration des États-Unis qui par la suite ont fait leurs propres propositions; le document du Commonwealth